

Brochure n° 3109

Accords nationaux

MÉTALLURGIE

ACCORD DU 2 JUIN 2010

RELATIF À LA CRÉATION D'UNE COMMISSION PARITAIRE RÉGIONALE
DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET1051082M

PRÉAMBULE

L'accord national du 12 juin 1987 sur les problèmes généraux de l'emploi, modifié par les avenants des 25 janvier 1990, 23 janvier 1991, 2 juillet 1992 et 15 mars 2001, pris en application de l'article 29 de l'accord national interprofessionnel du 10 février 1969 modifié, dispose que, dans le cadre d'une ou de plusieurs conventions collectives des industries métallurgiques, il est institué une commission paritaire territoriale de l'emploi (CPTE).

En application de ces règles, les chambres syndicales des départements des Côtes-d'Armor, du Finistère et du territoire réuni de l'Ille-et-Vilaine et du Morbihan ont, chacune, procédé à la mise en place d'une CPTE et définit ses règles de fonctionnement.

Il apparaît en effet que, dans le champ de compétence des CPTE, des sujets sont communs à l'ensemble des départements bretons et nécessitent un rapprochement avec des interlocuteurs publics ou privés structurés régionalement.

Ce constat est partagé par nos représentants nationaux qui ont convenu d'un accord en date du 7 mai 2009 créant une commission paritaire régionale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPREFP) se substituant aux CPTE.

Afin d'assurer le traitement des sujets transversaux qui dépassent le cadre départemental, il est convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Commission paritaire régionale de l'emploi et de la formation professionnelle

Les parties signataires du présent accord décident de créer une commission paritaire régionale de l'emploi et de la formation professionnelle de Bretagne (CPREFPB).

Article 2

Rôle

Le domaine de compétence de la CPREFPB est celui dévolu par l'accord national du 7 mai 2009.

Toutefois, les membres des CPTE considérées pourront décider le maintien de celles-ci et leur attribuer les missions qu'ils estiment demeurer pertinentes à ce niveau.

Article 3

Champ d'application professionnel

La CPREFPB est organisée entre les entreprises qui sont soumises à l'accord du 16 mars 1979 sur le champ d'application des accords nationaux de la métallurgie et leurs salariés représentés par leurs organisations syndicales respectives.

Article 4

Missions de la CPREFPB

En matière d'emploi, la CPREFPB a notamment pour mission, au niveau régional :

- de permettre l'information réciproque des membres de la commission sur la situation de l'emploi dans le ressort professionnel et territorial ;
- d'étudier la situation de l'emploi, son évolution au cours des mois précédents et son évolution prévisible, et d'établir un rapport annuel sur l'emploi ;
- de susciter, ou de proposer, à l'observatoire prospectif et analytique des métiers et des qualifications de la métallurgie, des études permettant une meilleure connaissance des réalités de l'emploi au niveau régional, en veillant à ne pas faire double emploi avec les études déjà menées ;
- d'examiner les conditions de mise en œuvre des moyens de reclassement, de réadaptation et de formation mis en place par les entreprises ;

- d'examiner les moyens susceptibles d'accompagner les mobilités professionnelles et géographiques liées aux besoins des entreprises ;
- d'assurer une veille économique et d'emploi, et d'être une force d'anticipation et d'innovation en matière d'emploi.

La CPREFPB est destinataire des projets de licenciement pour motif économique de 10 salariés et plus envisagés par les entreprises.

En matière de formation professionnelle, la CPREFPB a notamment pour mission, au niveau régional :

- de suivre l'application, dans son ressort, des dispositions conventionnelles de branche relatives à la formation professionnelle ;
- plus particulièrement, de faire le bilan de l'application, dans son ressort, des dispositions relatives aux contrats d'apprentissage et aux contrats de professionnalisation ;
- de définir les orientations à donner aux actions de formation à promouvoir dans son ressort ;
- de contribuer à la préparation et au suivi des contrats d'objectifs territoriaux et des contrats d'objectifs et de moyens visant au développement de l'apprentissage ;
- de formuler toutes observations et toutes propositions utiles au développement de la formation, au regard, notamment, des besoins en recrutement identifiés dans son ressort ;
- de suivre la mise en œuvre, dans son ressort, des actions concourant à la qualification ou à la requalification des salariés ou des demandeurs d'emploi, cofinancée par le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels, et qui donneront lieu à contractualisation dans la branche ;
- de donner un avis à la destination des fonds non affectés de la taxe d'apprentissage dans le cadre de la collecte régionale réalisée par l'UIMM Bretagne.

Article 5

Compétence géographique

Le champ de compétence géographique de la CPREFPB est la région Bretagne élargie à la commune de Saint-Nicolas-de-Redon (44).

Article 6

Composition et désignation

La CPREFPB est composée de deux collèges ; elle comprend en nombre égal des membres titulaires et suppléants.

Collège salarié membres titulaires : un représentant par département de chacune des organisations syndicales représentatives au niveau national.

Collège patronal membres titulaires : un nombre de représentants patronaux égal par département au nombre total des membres désignés par les organisations syndicales de salariés dans chaque département.

Les membres amenés à siéger dans la CPREFPB sont désignés, respectivement, par les fédérations nationales des organisations syndicales de salariés et par les UIMM territoriales composant la CPREFPB.

Les membres suppléants siègent uniquement pour suppléer l'absence des membres titulaires.

En cas d'empêchement, les membres titulaires ou suppléants pourront se faire représenter par un mandataire membre de la CPREFPB muni d'un pouvoir.

Article 7

Réunions

La CPREFPB tient au moins 2 réunions par an, ainsi que des réunions extraordinaires en cas de besoin.

La CPREFPB se réunit, sans périodicité précise, soit à l'initiative du secrétariat de la commission, soit à la demande de la moitié au moins des membres titulaires des organisations syndicales représentant les salariés, ou de la moitié au moins des représentants des employeurs. Les demandeurs doivent indiquer la question qu'ils souhaitent porter à l'ordre du jour.

Article 8

Ordre du jour

L'ordre du jour de la CPREFPB est arrêté paritairement lors d'une réunion préparatoire organisée au moins 4 semaines avant la tenue de la réunion. Les documents relatifs à la tenue de la réunion doivent être envoyés au moins 2 semaines avant la tenue de celle-ci.

Article 9

Secrétariat

Le secrétariat matériel de la CPREFPB est assuré par l'UIMM Bretagne.

Article 10

Délibération

Les décisions seront adoptées à la majorité des 2/3 des membres présents, siégeant en qualité de titulaire ou suppléant, étant rappelé que, conformément à l'article 6, ces membres présents pourront bénéficier de pouvoir(s) uniquement en cas d'absence (ou d'empêchement) d'un membre titulaire et de son suppléant.

Article 11

Groupe de travail, expert

La CPREFPB peut décider de la constitution de groupes de travail, de recourir à des expertises ou décider d'inviter des personnalités extérieures.

Article 12

Compte rendu

Dans un délai de 1 mois à compter de la réunion, un compte rendu est rédigé par le secrétariat de la commission sous forme de projet, et adressé à l'ensemble des participants à la réunion. Ils disposent d'un délai de 15 jours pour apporter des observations.

Le compte rendu est définitivement adopté, après observations éventuelles et corrections, lors de la réunion suivante.

Les comptes rendus sont envoyés à la commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE), qui se réunit deux fois par an et qui dresse un bilan des réunions des commissions régionales ainsi tenues, ainsi qu'aux CPTE bretonnes constituées.

Le compte rendu sera adressé par messagerie électronique à tous les membres titulaires et suppléants de la CPREFPB, conformément à l'article 3 de l'accord national du 25 novembre 2005.

Article 13

Maintien de salaire. – Modalités d'indemnisation

Conformément à l'accord national du 26 avril 2010 sur les voies et moyens du dialogue social dans la branche, le maintien de salaire et le remboursement des frais de déplacement des salariés appelés à siéger seront pris en charge par leurs employeurs respectifs dans les conditions prévues par les conventions collectives applicables dans les établissements dans lesquels ces salariés sont employés ou, à défaut, conformément aux dispositions des articles L. 3142-3 et suivants du code du travail.

Article 14

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur à l'issue des prochaines réunions de chaque CPTE et au plus tard le 30 juin 2010.

Article 15

Formalités administratives

Le présent accord sera déposé à la direction générale du travail et au conseil des prud'hommes de Saint-Brieuc.

Fait à Saint-Brieuc, le 2 juin 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UIMM Côtes-d'Armor ;
UIMM Finistère ;
UIMM Bretagne ;
UIMM Ille-et-Vilaine et Morbihan.

Syndicats de salariés :

CGT ;
CFDT ;
CGT-FO ;
CFTC ;
CFE-CGC.